Au cœur du dragon

龙

Seconde édition : novembre 2015

Préambule

Par rapport à la première édition de « Au cœur du dragon », datant d'octobre 1992, peu de choses sont modifiées ici. Elles touchent à la correction d'erreurs d'orthographe, de syntaxe... Et la maquette a, elle-aussi, quelque peu évolué. Pour le reste, bien que la situation ait changé en Chine continentale depuis plus de vingt ans, avec la modernisation accélérée du capital, le rôle joué par les traditions propres à la société chinoise et par les spécificités de l'Etat chinois, héritier de l'empire du Milieu et de ses avatars, n'en reste pas moins énorme. Contrairement aux extrapolations progressistes de Marx dans « Le manifeste communiste », l'intégration accrue de la Chine au marché mondial, à titre de puissance de premier ordre qui plus est, n'a toujours pas abattu la « Muraille de Chine ». Certes ébréchée et ébranlée, elle constitue pourtant l'un des piliers de la domination actuelle en Chine, où les aliénations traditionnelles, encore actives et même parfois réactivités en tant que valeurs refuges illusoires contre les ravages générés par l'aliénation moderne, ne peuvent pas être occultées au nom des conceptions prétendument universalistes de l'histoire issues du marxisme, et, plus généralement, de l'hégélianisme. En ce sens, il n'est pas inutile de reproduire « Au cœur du dragon » pour mieux saisir, de façon critique, ce qui advient aujourd'hui en Chine. En particulier du côté des révoltes qui, dans les villes mais aussi dans les campagnes, les montagnes et les steppes, troublent le ciel prétendument sans nuages du « socialisme de marché » ❧.

« S'opposer de force à la nature engendre l'artifice, origine de la destruction de la vie. Ce n'est pas le sens de la vie des dix mille créatures. Astreindre les gens à la corvée, c'est les épuiser pour la puissance des honorables. Ne pas céder dès l'origine vaut mieux que céder pour quêter vaines protection et gloire. Lorsque l'Empire est en révolte, véritables loyauté et équité apparaissent. »

Bao Jingyan, IIIe siècle,
Critique de l'Etat

« J'ai répondu à des étrangers : vous croyez nous injurier en nous traitant de despotes. Nous nous reconnaissons volontiers cette qualité. L'empereur Qin n'eut en vérité rien de bien extraordinaire. Nous l'avons cent fois dépassé. »

Mao Zedong, XXe siècle,
Apologiste de l'Etat

Il semble difficile de saisir le sens des récentes révoltes en Chine sans revenir quelque peu sur la genèse et la nature de l'Etat qui fut fondé par Mao. Les révoltés, lorsqu'ils commencent à réaliser leurs rêves, tendent à rompre avec ce qui les entravent et ce qu'ils ont contribué à maintenir. Mais les révoltes ne surgissent pas du néant comme les cataclysmes idéalisés par la mythologie chinoise. Elles dépendent aussi de l'histoire et du contexte, qui n'ont pas toujours été choisis et qui les marquent en partie de leur sceau.

En Chine, la prise du pouvoir d'Etat fut parfois le fruit pourri des révolutions avortées, dirigées contre le despotisme de l'empereur et des fonctionnaires impériaux, les mandarins. Mais le Parti de Mao, bien qu'il ait toujours affirmé être l'héritier des sociétés secrètes de la légende, n'en avait même pas l'envergure. Il était le rejeton de la contre-révolution, sanctionnée par le coup d'Etat du Guomintang.

Lassés par le chaos, l'absence de pouvoir central, le démembrement du pays entre les pouvoirs locaux, la corruption du Guomintang et le partage de l'empire du Milieu entre les puissances étrangères, nombre de Chinois finirent par faire allégeance au Parti et applaudirent à l'accession de Mao au pouvoir. L'idée fixe du leader charismatique prit corps parce qu'elle correspondait aux idées fixes de la Chine au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. De plus, les Etats hostiles ne pouvaient pas trop intervenir et l'Union soviétique, après bien des hésitations, finit par pactiser avec Mao.

Bien que l'idéologie officielle du Parti fût le communisme autoritaire, il n'en était pas moins imprégné par l'idéologie séculaire du pouvoir d'Etat, celle des mandarins. L'origine modeste de bon nombre de membres du Parti n'y changeait rien. Les premières mesures de l'Etat étaient liées à la tradition étatique chinoise et faisaient quelques emprunts au modèle soviétique, telles la fondation de la banque d'Etat et l'obligation générale du travail, qui favorisèrent la liquidation des gangs et des cliques d'agioteurs du Guomintang. Il

reconstitua les comités de voisins, formés de bénévoles, en général des retraités, basés sur la hiérarchie des clans, le respect dû à leurs patriarches, chargés de surveiller les individus au quotidien et de seconder la sécurité d'Etat.

De plus, il envoya à la campagne les surnuméraires de la ville, y compris les intellectuels, et mobilisa les paysans pour la reconstruction des digues, des canaux, des greniers et des routes, bref des ouvrages en l'absence desquels les minuscules lopins ne pouvaient pas être cultivés. Dans l'empire du Milieu, les travaux particuliers des familles patriarcales avaient toujours été réduits à néant lorsqu'ils n'étaient pas accompagnés des travaux généraux dirigés par les mandarins, destinés à l'irrigation des champs, à la conservation des récoltes, à la protection contre les razzias, etc. D'où l'accueil amical qu'elles accordèrent à l'Armée populaire de libération, de composition rurale, qui avait pour fonction de les encadrer. Les casquettes à l'étoile rouge étaient les symboles de leur déification. Elles étaient ainsi transformées de façon fantastique en héroïnes et maîtresses de leur destin.

Mais derrière l'unanimité de façade, les dissensions entre le Parti et le reste de la société qu'il représentait commencèrent bientôt à pointer. Les objectifs, à terme, ne coïncidaient pas. Pour Mao, la dictature était le levier qui devait permettre d'entamer, puis d'étendre la centralisation des forces de travail disponibles, centralisation qui lui apparaissait comme la condition du démarrage de l'accumulation du capital.

Le Parti ne pouvait aller plus loin, par la seule contrainte, sans déchaîner l'hostilité générale. Déjà, le simple fait que les chefs de famille aient perdu certaines de leurs prérogatives au bénéfice du pouvoir d'Etat, ou qu'il les ait modifiées, par exemple en interdisant le mariage arrangé, choquait. Il choisit donc la voie de la prudence, la voie de l'utilisation du ressentiment des dépossédés contre les possédants traditionnels, issus des familles de mandarins, propriétaires terriens plus ou moins absentéistes, déjà commerçants, usuriers et parfois industriels. Mais il laissait des portes de sortie à ceux qui étaient les moins compromis avec le Guomintang, en particulier des postes dans l'appareil d'Etat civil et militaire. Dans l'optique du compromis, la saisie des capitaux au bénéfice de l'Etat ne toucha que les biens des clans du Guomintang. Le reste des capitaux fut placé sous tutelle de l'Etat, prémisses à l'étatisation, contre indemnisation sous forme d'intérêts, sauf les capitaux fonciers qui, dans les villes, revinrent aux municipalités et, dans les campagnes, furent partagés entre les familles de paysans sans terre ou peu pourvus de terre.

L'idée était conforme à la tradition de la Cité interdite : la domination du Fils du Ciel était souvent sortie renforcée du sacrifice des nobles, des fonctionnaires, et même parfois des conseillers d'Etat, haïs à la vindicte des simples sujets. Le maître apparaissait ainsi comme le protecteur. Dans la mesure où Mao utilisait les moyens néotraditionnels qui renforçaient le pouvoir central de la bureaucratie du Parti au détriment des détenteurs habituels des pouvoirs locaux, débris décomposés de la hiérarchie de l'ex-empire du Milieu, et satisfaisait quelque peu ceux qui en avaient souffert, il put compter sur leur sympathie. Ils oubliaient le revers de la protection : la servitude. Par comités de Parti interposés, l'Etat allait mettre le nez non seulement dans la gestion du travail, en collaboration avec les ex-propriétaires, mais encore dans bien d'autres aspects de la vie

quotidienne. En dernière analyse, les familles, par le biais de ceux de leurs membres qui appartenaient à des « unités de travail », en premier lieu des usines, étaient inféodées. Elles y étaient attachées comme les serfs à la terre. Elles payaient cher la relative sécurité : les comités du Parti, auxquels les institutions de contrôle social étaient subordonnées, avaient étendu leur pouvoir à la délivrance des bons d'alimentation, des permis de résidence, des autorisations de vivre avec autrui, etc.

Le Parti ne pouvait en rester là. L'obsession de Mao était l'industrialisation de la Chine. L'industrie était embryonnaire, sauf en Mandchourie, et maintenue la tête hors de l'eau par l'Union soviétique. Or, dès l'époque de la guerre de Corée, l'allié paraissait à Mao presque aussi dangereux que l'ennemi occidental. Les Chinois devaient donc « compter sur leurs propres forces ». Néanmoins, les ouvriers ne travaillaient pas pour la gloire. Leur nonchalance proverbiale avait comme première conséquence l'absentéisme et le manque d'ardeur au travail. Pour les stimuler, le Parti devait au moins les nourrir.

Les paysans allaient faire les frais de la tentative d'étatisation forcée. Ils ne refusaient pas de rétablir et même d'accroître la production des denrées alimentaires, mais ils étaient, en premier lieu, préoccupés par leur propre consommation. Vu l'exiguïté des lopins, l'archaïsme des outils, le nombre de bouches à nourrir, le surplus échangeable était très limité, voire nul. De plus, leur « richesse » dépendait « du nombre des naissances », comme l'affirme le proverbe millénaire, du nombre de bras dont ils pouvaient disposer, ce qui constituait depuis longtemps à la fois l'une des sources de la puissance de l'Etat, de la débilité des familles, de la surpopulation, de la colonisation des marches de l'Empire et, de façon générale, de la domestication de la nature. Pour eux, le rétablissement du pouvoir d'Etat impliquait, comme de coutume, la reprise des mariages, des naissances et des fêtes. Par suite, l'autoconsommation restait déterminante et entravait le développement des échanges entre la ville et la campagne.

D'après Mao, le blocage était le résultat du sabotage des accapareurs, des usuriers et des mercantis. En réalité, sous le prétexte de les éliminer, le Parti entama l'expropriation des paysans. Ils acceptèrent le monopole d'Etat sur la propriété du sol et sur le commerce entre ville et campagne : l'interdiction d'acheter et de vendre les lopins, de spéculer sur les grains les débarrassait des derniers parasites. Mais le Parti dut parfois employer la force pour surmonter les réticences des fermiers à la formation des coopératives de salariés et des fermes d'Etat. Là, il ne fut même plus question d'échanger, pour la bonne raison que la ville n'avait presque rien à offrir à la campagne, mais de prélever et d'imposer la monoculture des céréales. Le Parti lâcha néanmoins du lest. Dans les coopératives, les équipes de travail étaient en réalité les familles, dont les revenus étaient gérés et répartis par les patriarches ! De plus, il les autorisa à effectuer les cultures de leur choix sur les lopins prêtés

par les coopératives. Les misérables salaires versés aux familles étaient ainsi complétés par l'autoconsommation et les échanges sporadiques dans les environs.

Mao lança les Cent Fleurs au moment où l'Etat avait besoin de la collaboration étroite de la population, y compris de l'intelligentsia. Pour l'amadouer, il permit de dénoncer les excès de zèle de la bureaucratie subalterne du Parti. Il favorisa les dépôts de cahiers de doléance et, au pire, comptait abandonner quelques têtes à la rancœur populaire. Il reprenait la tradition de la Cité interdite selon laquelle le sacrifice des fonctionnaires prévaricateurs détestés permettait d'assujettir encore mieux les sujets au pouvoir central. Mais le Parti n'était pas de taille à jouer avec le feu. Il craignait de faciliter l'émergence de situations difficiles à reprendre en main. Ce qui arriva en partie.

L'intelligentsia était très inquiète. Elle avait appuyé le Parti, mais il la confinait dans des besognes obscures peu conformes à la tradition mandarinale. Longtemps, dans la Chine impériale, le savoir avait accompagné le pouvoir, avait été source de pouvoir. Mais les parvenus incultes et arrogants du Parti la traitaient avec mépris et dédain, sans la sollicitude et le respect dus aux personnes bien nées et bien éduquées. Elle vit dans les Cent Fleurs l'occasion de donner libre cours aux griefs. Elle dénonça les abus de pouvoir du Parti, y compris en matière de culture et d'éducation, et exigea de plus qu'il en revienne aux tables de la loi, la Constitution, qui aurait dû garantir à tous les citoyens la liberté de critique et la participation aux prises de décision de l'Etat. Elle opposait la forme juridique du pouvoir au contenu, déterminé par la structure de classe de la société et elle croyait ainsi gagner du terrain. Elle allait à la rencontre des pires ennuis.

La fronde libérale n'inquiéta pas trop Mao, du moins au début. La principale menace vint d'ailleurs. Des démonstrations très hostiles au Parti accompagnées de débrayages et de violences contre les cadres, les syndicalistes entre autres, éclatèrent dans les principales métropoles de province, surtout à Shanghai. Là, des citadins accompagnés par des résidents des bourgades proches de la mégapole occupèrent les officines du Parti. Ils refusaient les transferts hors de la province, dénonçaient les rations de famine, les conditions de travail insoutenables des employés des sociétés sous tutelle d'Etat, en particulier des apprentis et des intérimaires. Les éléments révolutionnaires, organisés en cercle clandestin, commencèrent même à diffuser des tracts qui accusaient le pouvoir « d'être l'organisateur et le bénéficiaire de l'esclavage salarié des Chinois ». La montée de l'exaspération provoqua la panique du Parti et le courroux du guide suprême. Il utilisa le mépris qu'inspiraient les lettrés aux illettrés pour accuser intelligentsia d'être l'instigatrice de la tourmente et ordonna à la police de déclencher la terreur contre les perturbateurs.

Mao était désormais convaincu de l'inanité des concessions. La centralisation forcenée du capital disponible devint pour lui le prélude à l'accumulation et cela impliquait

l'inféodation étroite des membres de la société au pouvoir d'Etat. Derrière la condamnation de la propriété des familles patriarcales, il y avait en réalité l'apologie de la propriété d'Etat et le besoin de bannir la moindre marge de manœuvre des individus. Rien ne devait être personnel, ni pensées, ni émotions, ni désirs, ni activités, ni objets. Mao voulait ainsi construire les cellules de la ruche communiste. Les communes populaires, de la taille des cantons de l'empire du Milieu, devaient permettre de combiner à terme l'agriculture et l'industrie. Il ajouta au délire la touche de génie qui lui était propre : les célèbres hauts fourneaux de poche, supposés apprendre aux paysans à devenir des ouvriers de choc et à renforcer les bases de l'industrialisation du pays.

Telle fut l'idéologie du Grand Bond. Mao le présenta comme la réalisation de l'idéal communiste. Mais la similitude avec les procédés traditionnels de mobilisation des sujets de la Cité interdite était évidente. Mao l'avoua d'ailleurs avec cynisme : « En Chine, chaque tête vaut deux bras. » Les communistes modèles étaient donc les coolies, dépossédés en totalité, alimentés par la ration de famine, soumis à la corvée permanente et dont les forces de travail élémentaires devaient être mises de gré ou de force au service exclusif de l'Etat.

Les références constantes du Parti à l'œuvre du premier des Qin, fondateur de l'empire du Milieu, en disaient long sur les sources d'inspiration de Mao. Le fantôme du constructeur de la Grande Muraille le hantait bien plus que celui de Marx. En Chine, le culte du père fondateur de l'Etat accompagnait depuis longtemps celui des pères fondateurs, plus ou moins imaginaires, des familles, les cellules de la société chinoise. L'encens dont les mandarins du Parti entouraient la personne de Mao relevait de la même tradition impériale. La direction des consciences avait toujours été la vertu suprême du chef de l'Etat. « L'art de gouverner par le pinceau » accompagnait celui de manier l'épée. Le langage officiel des mandarins, à base d'idéogrammes, exprimait et véhiculait la domination du pouvoir central sur les populations locales séparées par les divers dialectes, mœurs et coutumes. Le Parti adoptait en réalité les préceptes des lettrés à l'exception d'un seul : le mépris affiché pour le dur labeur des illettrés. Il avait en effet besoin de l'idéologie communiste du travail valorisateur pour discipliner les gens. La tentative d'uniformiser les langues et les cultures sous l'égide de la pensée Mao Zedong visait à fondre dans le même moule les têtes rétives et à en faire les instruments dociles de l'Etat. En particulier, les concessions qui avaient été faites aux populations non chinoises furent supprimées. Le Parti élimina du langage officiel l'idéogramme « chien », qui accompagnait par tradition leurs noms propres, mais, pour l'essentiel, engagea la sinisation forcée. L'apologie de la civilisation chinoise, censée élever au-dessus de la barbarie la mosaïque des populations non chinoises, atteignit des sommets inégalés depuis la fondation de la République. De plus, les relations personnelles entre natifs et étrangers furent interdites, y compris avec les Russes.

Pour le poète du communisme, « les candides Chinois étaient des pages blanches » sur lesquelles il comptait « graver les idéogrammes les plus neufs » et « les peintures les plus belles ». En conformité avec l'idéologie mandarinale, il considérait les gens du commun comme des buffles abrutis, prêts à le suivre sans broncher. Mais les Chinois, et les autres populations de l'Empire, n'étaient ni vierges, ni candides. Il entreprit donc, de concert avec

les mandarins du Parti, de les laver des traces suspectes laissées par l'histoire. La condamnation des superstitions, des rites et des religions, bien entendu criticables, cachait le culte laïque du travail forcé. Le bavardage, la nonchalance, le jeu, le rêve, la méditation, la sieste et les autres façons habituelles d'échapper au travail et de jouir de la vie étaient incompatibles avec la tension permanente nécessitée par l'accumulation.

Cependant, les séances de mobilisation et d'endoctrinement par la pensée Mao Zedong tournèrent à la mascarade. Le mutisme ou l'acquiescement de façade dans les meetings cachaient les pensées et les comportements indifférents ou, pire, hostiles. Le manque d'enthousiasme était flagrant. Le Parti n'avait pas le choix. Le pinceau dut céder la place au fusil. Il mit hors la loi les trafics et les activités supposées telles. Il voulait priver de leurs sources de revenus annexes les vagabonds, les nomades, les paysans et même les ouvriers qui possédaient encore des jardins. Il chargea les comités de voisins de contrôler les permis de résidence et de signaler à la sécurité d'Etat les personnes étrangères afin de les déporter dans les communes populaires. Les mesures contre les dissimulations de biens et les prétendus accapareurs étaient des opérations de terreur des miliciens et des soldats contre les foyers de résistance.

L'armée était néanmoins incapable de maintenir l'ensemble de la Chine sous le talon de fer du Parti. Les chefs des communes populaires, constituées dans les plaines centrales, étaient confrontés au camouflage des récoltes et des bêtes, à l'incendie des sièges des communes, à l'évasion vers les montagnes, à la formation des bandes de contrebandiers et de voleurs de grand chemin. L'assimilation et la colonisation des populations non chinoises favorisaient la formation des guérillas séparatistes, placées sous la houlette des chefs coutumiers du Tibet, du Xinjiang et du Yunnan. Les militaires chargés des régions périphériques étaient soumis aux embuscades des nomades qui refusaient d'être désarmés, sédentarisés et qui attaquaient les colons chinois, comme les Khambas du Tibet.

En désespoir de cause, face à la montée du mécontentement dans les métropoles même, le Parti essaya d'attiser l'antagonisme entre les citadins et les ruraux. Mais ni la terreur, ni la démagogie ne pouvaient sauver le Grand Bond. Le labeur forcené des galériens, affectés en priorité à la réalisation des grands travaux pharaoniques, combiné à l'augmentation des prélèvements et à la diminution des rations, conduisait à la catastrophe. Les bêtes étaient abattues en masse par les affamés, décimées par les manques de soins, de fourrage et les maladies. Les champs, ravagés par les avalanches de fumier destinées à multiplier les récoltes, devenaient stériles et les dernières forêts étaient pelées par les coupes massives de bois destiné aux grands travaux. Des barrages aux digues en passant par les hauts fourneaux de poche, tous les ouvrages étaient fabriqués à la va-vite et nombre ne tenaient pas la route. Rien d'étonnant que la Chine ait connu à l'époque de prétendues catastrophes naturelles à répétition : famines, épidémies, glissements de terrain, inondations et sécheresses. L'optimisme de commande de Mao ne trompait plus personne. La situation n'était pas « excellente ». Elle était cataclysmique.

Malgré l'aveuglement du président, le Parti mesura la profondeur de l'abîme qu'il avait creusé. La situation était désormais bloquée et pouvait conduire à l'explosion. La tension

exigée de tous et chacun était trop forte. Elle engendrait la paralysie. Elle sapait les anciennes fondations sociales de l'Etat sans favoriser l'apparition de nouvelles qui puissent les remplacer. Il comprit qu'il ne pouvait pas garder ainsi le pouvoir. Mao refusait cependant de changer de cap. Il fut donc relégué au rôle de totem malgré le prestige dont il jouissait. Il conserva néanmoins l'auréole du guide suprême. Les Chinois le considéraient toujours comme l'artisan de la renaissance de la Chine. En conformité avec l'idéologie traditionnelle des « mandarins corrompus » et de « l'empereur mal conseillé », ils croyaient que le désastre était dû à l'incompétence de la hiérarchie subalterne de l'Etat. Le Parti ne pouvait destituer Mao sans aggraver le chaos.

Le Grand Bond avait commencé à mettre en place le réseau d'énergie et de transport de l'Etat au prix de l'effroyable dilapidation de la vie. Il avait aussi étendu et consolidé la colonisation des marches de la Chine. Le prix à payer par le Parti était la reconnaissance de la lassitude de bien des Chinois. Deng Xiaoping et Liu Shaoqi, chefs de file de la faction technocratique, préconisèrent de combiner la terreur sélective contre les perturbateurs et la souplesse à l'égard des préjugés traditionalistes des masses. Ils appuyèrent en partie l'attachement des familles envers la propriété privée sans renoncer à la prédominance de la propriété d'Etat. Ils sanctionnèrent le caractère encore formel du capitalisme d'Etat hors des îlots de la grande industrie. Les châteaux de sable des communes populaires, qui n'avaient d'ailleurs existé que de façon limitée, dans les plaines alluviales, étaient déjà submergés par l'océan de la petite agriculture et de l'artisanat. Ils signèrent le permis d'inhumer et les réduisirent au statut de divisions administratives, chapeautant les coopératives et les fermes d'Etat.

L'Etat savait que les concessions étaient des armes à double tranchant. Il comptait sur la Russie pour éviter de transformer le recul en déroute. Mais celle-ci, face au refus de la Chine de faire allégeance et de jouer le rôle de grange du communisme, supprima l'aide qui la maintenait en vie suspendue. Le Parti était dos au mur.

Mao n'avait pas renoncé au Grand Bond. Les maoïstes, repliés dans l'armée, commencèrent à noyauter l'administration civile. Ils y créèrent les commissariats politiques calqués sur ceux de l'armée et indépendants de la hiérarchie officielle du Parti. Mais le travail de sape était neutralisé par les liuïstes. De là l'idée d'en appeler au peuple contre les organes constitués du pouvoir. Elle rappelait celle du premier des Qin et était conforme à la tradition de la prise du pouvoir central en Chine. Qin Shi Huang avait bien accédé au pouvoir suprême en sacrifiant parfois les princes aux serfs en colère. Mao annonçait d'ailleurs la couleur : « Du désordre peut sortir l'ordre. » Mais il ne savait pas encore sur quelle couche sociale s'appuyer pour effectuer le coup d'Etat. Il lança des coups de sonde comme les mouvements d'éducation socialiste destinés à soulever les ouvriers et surtout

les paysans contre le Parti. Ce fut l'échec. La dénonciation de la pièce de théâtre qui ironisait en termes voilés sur la personne de Mao fut le coup de semonce de la Révolution culturelle. Le prétexte était mince mais certains y furent sensibles dans les lycées et les universités. Là, le despotisme des professeurs et l'angoisse du lendemain, fait de chômage, d'envois dans les zones lointaines et de professions médiocres peu conformes aux espoirs des familles, jouèrent le rôle de détonateur. En général, le ressentiment ne remettait pas en cause le mythe fondateur de l'Etat. Les intellectuels en herbe n'étaient pas trop capables, à quelques exceptions près, de faire preuve d'initiative et ils attendaient que l'autorité suprême leur montre le chemin pour exprimer leurs griefs. Ils étaient de plus hantés par les démons familiers : le chauvinisme chinois et la prétention d'être les porteurs des préceptes politiques et moraux de l'Etat. Mao lâcha la bride à leurs frustrations en les appelant à la rébellion contre la hiérarchie subalterne. Il leur permit de déserter les cours, de voyager, de dénoncer, de destituer les despotes et de quitter l'organisation de jeunesse du Parti pour fonder les associations de la Garde rouge. Il sapa ainsi la discipline du Parti et le désorienta. L'octroi de telles libertés politiques lui assura la popularité indispensable pour réaliser le coup d'Etat. Les prétoriens du maréchal Lin Biao investirent Beijing et embastillèrent les membres hostiles du comité central sous prétexte de garantir la démocratie et de barrer la route aux usurpateurs.

La Garde rouge était désormais persuadée du soutien de Mao. Elle donna libre cours à la vengeance contre les cibles désignées d'office : les adeptes réels ou supposés des mœurs ancestrales et occidentales. Elle prétendait renverser tous les monstres. Elle ne touchait à rien d'essentiel et épurait la société dans le sens souhaité par le père de la Chine dont elle restait la fille respectueuse. Le rejet des servitudes qu'elle avait subies demeurait illusoire dans la mesure où elle les imposait elle-même à des notables et à des boucs émissaires, lesquels étaient parfois de simples gens du peuple quelque peu superstitieux. Elle poussait l'identification au modèle assez loin pour vouloir faire de la piété filiale et de l'humilité envers Mao la loi impérative pour tous les membres de la société. L'humiliation de soi et d'autrui ainsi que l'exorcisme de crimes plus ou moins fantaisistes étaient les rituels favoris des Gardes rouges. Ils incarnaient le moralisme hostile à la moindre jouissance de la vie. La rêverie face à la Lune, la flânerie, la sieste et le jeu à la maison de thé, le bavardage et l'interpellation par la foule des acteurs au théâtre de rue, la rencontre entre amis ou amoureux au parc, etc., furent traqués comme des vices abominables, étrangers aux vertus de l'être idéal : l'ascète communiste.

Mao croyait semer des poux sur le corps du Parti. Il libéra des démons. Le zèle des jeunes fanatiques commençait à dépasser ses visées. Ils croyaient être les prophètes chargés d'éduquer la société dans l'esprit du dieu. Elle attendait sans doute leur venue pour être régénérée. Ames modestes ! La société était bien différente de leur mythologie. Ils étaient en général issus du milieu des fonctionnaires de la ville et étaient passés du cocon de la famille à la caserne de l'éducation. Le reste du pays, et en particulier « la mer d'amertume » de l'immense campagne, leur était étranger. Malgré les mises en garde de Mao, ils commencèrent à empiéter sur les domaines réservés du pouvoir : l'économie et l'armée. Ils se

heurtèrent au mur du silence, de l'incompréhension et même de l'hostilité. Les civils et les militaires qu'ils croisaient dans les villes et dans les villages des environs n'étaient pas les partisans escomptés du communisme de Mao. Ils crurent que la triste situation était due aux responsables du Parti. Ils cherchèrent donc à les renverser tous. Mais les bureaucrates s'accrochaient aux postes et mobilisaient contre les intrus les travailleurs favorisés des milices et ceux qui étaient paniqués par le retour éventuel du Grand Bond, en particulier dans les coopératives et les fermes d'Etat.

Le combat acharné pour le pouvoir ébranlait l'Etat et excédait ceux qui en subissaient malgré eux les retombées dévastatrices. L'absentéisme monta en flèche dans les sociétés d'Etat sauf dans celles, liées à l'armée, qui étaient traitées avec tous les égards par Mao. Les séances d'étude du « Livre rouge » étaient souvent l'occasion d'échapper au travail et de partir en promenade. Le vol des biens de l'Etat prenait de l'ampleur, en particulier à la campagne où les familles partageaient entre elles les outils et les réserves des coopératives. Les évasions des camps d'exil aux frontières commençaient à se multiplier et les vagabonds sillonnaient le territoire ou rentraient au pays natal. La dissolution de la fédération des syndicats officiels mit le feu aux poudres. Le coup bas de Mao visait à saper les courroies de transmission du Parti dans les entreprises d'Etat. Il était aussi destiné à jeter les jalons de l'économie politique chère au Grand Bond : le communisme de la ration de famine. Il fallait « faire la révolution et promouvoir la production ». Mao dénonça les prétendues survivances de l'esprit de lucre des travailleurs et les appela à faire preuve de la plus extrême sobriété pour redresser la Chine. Dans l'imagerie d'Epinal de l'époque, les travailleurs de choc du site pétrolier de Daquing étaient les modèles de l'abnégation et de la réalisation de la pensée Mao Zedong. En réalité, ils avaient la vie plutôt facile au regard de celle des gens qu'ils devaient fasciner par la brillante mise en scène. Nombre de travailleurs restèrent de marbre et certains furent assez résolus pour déclencher les grèves sauvages les plus imposantes que la Chine ait connues depuis le coup d'Etat du Guomintang. Elles touchèrent les réseaux de communication et paralysèrent un moment les centres de l'économie jusqu'en Mandchourie. Shanghai fut l'épicentre de la secousse sismique. Le port fut bloqué par la grève des dockers et les esprits survoltés commencèrent à occuper les officines et les résidences du Parti, à séquestrer les cadres, à saccager les gares et les magasins d'Etat.

Les flambées de violence étaient élémentaires. Même les rebelles les plus lucides de Shanghai qui chassaient les diverses organisations officielles en présence étaient prisonniers de l'illusion de pouvoir améliorer la gestion de l'Etat. Ils déposaient les liuïstes qu'ils avaient sous la main et empêchaient les maoïstes de prendre les commandes. Mais ils ne savaient quoi faire ensuite. Mao sentit cependant « le souffle du dragon ». Il avait hâte de rétablir l'ordre. Il dénonça les actes de ces « anarchistes » comme complots des notables du Parti. Les liuïstes distribuaient parfois les primes à l'avance pour amadouer les grévistes. Mais Mao en personne ordonna d'ajourner les mesures les plus controversées, comme la réduction des rations, pour isoler les rebelles et calmer les masses hésitantes. L'économie d'Etat était en train de s'effondrer à cause du chaos. Il était urgent de reprendre en main la

situation, de « critiquer l'égoïsme et stimuler la production ». L'armée était le dernier pilier solide de l'Etat. Mao l'appela à investir les zones de désordre. La puissance de l'armée résidait non seulement dans les fusils mais aussi dans les lauriers qu'elle avait acquis à l'époque héroïque. Elle était l'appareil de propagande de l'Etat. Les généraux étaient de véritables seigneurs de guerre retranchés dans les fiefs de province. Ils posèrent la condition du soutien à Mao : réhabiliter les responsables civils et militaires, neutraliser les Gardes rouges. Mao dut accepter le diktat. Il demanda aux Gardes rouges de reprendre leurs études et d'effectuer les besognes de mouchardage et de sabotage des grèves sauvages sous la direction de l'armée. Ils acceptèrent parfois, comme à Shanghai, de travailler sur les docks pour briser « l'économisme » des « égoïstes » rebelles. Ils eurent quelquefois en récompense des strapontins dans les prétendus comités révolutionnaires, feuilles de vigne de la dictature des prétoriens.

Les généraux voulaient désormais liquider les Gardes rouges. Mais nombre d'entre eux poursuivaient leurs vaines gesticulations contre le Parti et refusaient de rentrer dans le rang. Mao d'ailleurs hésitait à les lâcher. Il était en train de perdre le pouvoir et louvoyait entre les clans opposés pour tenter de le conserver. Les géniales paraboles de la pensée Mao Zedong étaient de plus en plus hermétiques et vides de sens bien défini. Elles ouvraient la porte à toutes les interprétations possibles et à tous les sens imaginables. Elles favorisaient les polémiques souvent mortelles entre les divers théologiens en herbe de la même religion d'Etat. Les combats acharnés entre les factions de Gardes rouges n'en exprimaient pas, en règle générale, le dépassement mais la décomposition et l'incapacité chronique de lui échapper. La méfiance de certains Gardes rouges envers leur idole relevait plus de l'hérésie que de la critique révolutionnaire. Ils n'arrivèrent pas, à quelques exceptions près, à surmonter leur attachement au mythe du communisme chinois et leur propositions ne dépassèrent pas le cadre de la refonte et du perfectionnement de l'Etat au moyen de la destitution générale des despotes du Parti et de l'extension de la liberté politique pour le peuple, y compris la liberté d'élire et de révoquer les fonctionnaires d'Etat. Leur programme, qui fut stigmatisé comme anarchiste, restait politique et ambigu. Parfois, bien plus tard, dans l'immigration, ils poussèrent la critique plus loin et certains évoluèrent même vers l'anarchisme : le cercle libertaire, constitué à Hong Kong, par d'ex-Gardes rouges en est l'exemple le plus connu.

Mais la timide protestation de Gardes rouges contre l'esprit bureaucratique de leur messie était déjà de trop. Les hérétiques furent dénoncés, déportés, exterminés par les gardiens du temple maoïste, leurs propres leaders du groupe central chargé de la Révolution culturelle. Ils finirent pas être le dos au mur. Les brimades et les sévices des cadres remis en selle et des officiers tombaient dru. Ils pouvaient à peine compter sur la protection de la célèbre ombrelle présidentielle et encore moins sur la complicité de la population, indignée par leurs déprédations dans les épicentres du chaos, les métropoles. Ils décidèrent de s'armer sur le dos des garnisons et avec l'appui des derniers cadres maoïstes purs et durs qui contrôlaient des entreprises et des prisons. Ils les transformèrent parfois en fabriques d'armes, n'hésitant pas à jouer les contremaîtres et les matons. L'armée ne pouvait tolérer

pareille situation et déclencha les représailles avec le soutien de la sécurité d'Etat et des milices. L'aventure des Gardes rouges tourna au massacre. Ils furent brisés, massacrés, leurs débris dispersés dans les coopératives et les camps de travail de la périphérie du pays. Le Parti reconstitué à partir des comités révolutionnaires porta aux nues la victoire de la pensée Mao Zedong, hommage qui sanctionnait la défaite de Mao. Le déroulement du congrès du Parti fut conforme au rituel de la Cité interdite. La déification du Grand Timonier correspondait à la perte du pouvoir effectif.

Rien ne put rendre au mythe de Mao la vigueur initiale. Même pas la spéculation éhontée sur le danger de guerre avec l'Union soviétique. Le traumatisme dû à la guerre civile était trop profond. Mais aucune révolte d'importance n'en résulta, sauf dans certains centres comme Hangzhou qui connut des grèves accompagnées de combats de rue sporadiques. La lassitude et la peur de la répression étatique jouèrent à plein. De plus, le réflexe séculaire qui consistait à laisser le pouvoir régler les convulsions au sein de la société favorisa le refoulement de la souffrance sans chercher à la surmonter : les Chinois savaient « avaler le sang ». L'anesthésie des sens et le repli sur les cocons familiaux étaient encore parmi leurs remèdes favoris. Le désespoir n'en était pas moins profond. Rarement, la Chine contemporaine ne connut de pareilles vagues de suicides et de vendettas.

Les notabilités du Parti savaient utiliser la terreur pour contenir les velléités de violence sans lendemain. Elles étaient par contre désorientées par les manifestations plus imperceptibles et plus vastes de démobilisation envers les objectifs officiels. Elles géraient avec de plus en plus de difficultés l'économie d'Etat au centre et, a fortiori, à la périphérie du pays. Elles avaient peur d'être désavouées d'en haut pour manque d'orthodoxie et d'être encore abandonnées à l'animosité d'en bas. Le Parti ne pouvait pas rétablir l'autorité de l'Etat par la seule contrainte et la seule magie du Livre rouge. Le cénacle de la Cité interdite ne proposait d'ailleurs rien de précis. Le vain bavardage à propos de la puissance de la pensée Mao Zedong était l'alibi commode pour meubler le silence de l'agonie présidentielle et le prétexte pour justifier les ordres contradictoires neutralisés par les réticences de la population et de l'appareil subalterne de l'Etat. Bref, les formes du capitalisme d'Etat à la mode chinoise correspondaient de moins en moins au contenu de classe de la société. La résurgence des phénomènes élémentaires du trafic des marchandises et de l'argent ainsi que le sourd mécontentement de la population les minaient.

L'explosion de rage de Beijing tira le Parti de la torpeur et lui fit mesurer l'ampleur du danger. Zhou Enlai était mort. L'homme de tous les compromis était l'idole de tous les libéraux. Ils demandèrent à la population de Beijing de les rejoindre à Tian'anmen pour honorer la mémoire de Zhou et pour protester contre le dernier carré des leaders de l'ex-groupe chargé de la Révolution culturelle déjà presque réduit à l'impuissance. Ils

furent débordés par bon nombre de personnes, issues des bas quartiers, qui étaient venues à la cérémonie de deuil. L'émeute éclata malgré l'appel au calme des leaders libéraux et la présence musclée de la sécurité d'Etat. Les émeutiers osèrent attaquer le culte de Mao agonisant. Acte sacrilège par excellence.

Beijing connut encore l'état de siège. Mais le Parti dut trancher dans le vif. Le coup d'Etat sponsorisé par Deng au lendemain de la mort de Mao sanctionna la fin des hésitations et dispersa le cercle des gardiens du mausolée. Pour Deng, la société chinoise restait archaïque et peu consciente de la tâche de l'heure, la création de l'économie et de l'armée nécessaires à l'Etat moderne. Les Chinois devaient en finir avec la désinvolture et l'inertie et faire preuve d'esprit d'innovation et de sens des responsabilités sans attendre sans cesse que l'impulsion vienne de l'Etat. Deng reconnaissait que le civisme était au plus bas. Il ne pouvait espérer le stimuler sans prendre en compte l'aspiration des citoyens à travailler pour leur propre prospérité, et celle de leur progéniture, et sans faire les concessions indispensables à leurs coutumes et leurs croyances. D'où l'arrêt de la persécution des rites et le rôle dévolu à la télévision comme moyen décisif d'intoxication par le modèle libéral. La Chine était de plus incapable de répondre au besoin de la population sans collaborer avec l'Occident et le Japon.

Le libéralisme affiché par Deng était bien limpide : il voulait réduire au strict nécessaire le capitalisme d'Etat néotraditionnel à la fois pour favoriser l'émergence du capitalisme privé, moderne, et pour en contrôler l'évolution spontanée. En effet, en l'absence du maintien de la dictature du Parti, elle pouvait conduire à l'affaiblissement du pouvoir central, au renforcement des pouvoirs locaux et à la subordination de la Chine aux Etats étrangers. Par suite, Deng préconisa de limiter le monopole de l'Etat dans l'économie à l'essentiel, en premier lieu à l'industrie lourde. Dans les zones spéciales, les concessionnaires étrangers pouvaient développer l'industrie légère, sous contrôle de l'Etat. Le reste de l'économie, et en priorité l'économie domestique, artisanale et agricole, devait relever à la fois de la tutelle et de la concurrence, à la ville et encore plus à la campagne grâce à la généralisation du fermage sur le sol de l'Etat : les familles avaient l'usufruit de la terre. Deng proposait en particulier de liquider l'ancien système autoritaire de prélèvement et de répartition et de le remplacer par le nouveau système du marché d'Etat limité aux denrées de base presque introuvables ou indispensables pour la production, comme les engrais, et pour la consommation, comme les céréales. Elles devaient être achetées et vendues aux prix fixés par l'Etat pour entraver la spéculation sur les marchés privés. Il gardait la possibilité de rationner les denrées rares et permettait de commercialiser celles qui étaient plus abondantes ou considérées comme superflues pour la masse de la population, les marchandises de luxe étrangères en particulier.

Les propositions de Deng furent reçues de façon favorable, y compris à l'université, où les intellectuels furent ravis par la réhabilitation du savoir académique. De même, l'espoir rendait aveugle la masse de la population laborieuse du pays. Elle cédait à la ville à la fascination exercée par l'argent et les marchandises, chinoises et surtout étrangères, qui commençaient à être exposées dans les vitrines. Elle était ravie à la campagne par l'abandon de la culture et de la livraison obligatoires de certaines denrées et par la mise en fermage entre les foyers des domaines des coopératives et des fermes d'Etat.

Néanmoins, les propos malthusiens de Deng inquiétèrent. Les diatribes sur la natalité ne visaient pas, bien sûr, le fait que la croissance rapide de la population en Chine était l'un des facteurs qui épuisait les espèces, en particulier la nôtre, mais la surpopulation par rapport aux nécessités de l'accumulation. Les Etats étrangers avaient d'ailleurs affirmé qu'ils apporteraient du capital à condition de ne pas être remboursés en coolies. Les officiels chargés de faire respecter la loi sur l'enfant unique, y compris par les avortements forcés dans les derniers mois de grossesse, étaient chassés et parfois tués par les villageois. Mais rarement pour le bon motif. L'esprit de famille, stimulé par la marchandisation des relations sociales, entrait ici en contradiction avec la raison d'Etat. Là, les individus n'étaient que les instruments des alliances entre familles, dont le but était la maximalisation du pouvoir des patriarches respectifs : d'où le retour en force du trafic de chair fraîche et du mariage arrangé. L'officier d'état civil était plus que jamais le paravent de la maquerelle en robe rouge.

De façon générale, l'appui mitigé à Deng révélait a posteriori l'ambiguïté de la défection envers Mao. Le pragmatisme millénaire et la peur du chaos étaient en faveur de Deng. En Chine, le bon sens populaire faisait peu de cas des motifs des actions des chefs de l'Etat. Les conséquences seules sanctionnaient la valeur ou l'absence de valeur des actes. L'échec était la source du rejet et la réussite celle de l'envie et de l'imitation. Telle était la mentalité des Chinois qui tenaient leurs comptes à jour avec les terres des ancêtres et le ciel, le pouvoir d'Etat. Ils avaient cru en être les débiteurs. Il les avait déçus. Ils agissaient donc en créanciers.

Les marches des gueux des provinces vers Tian'anmen n'avaient pas d'autre sens. Pour eux, le pouvoir central restait l'arbitre suprême des accrochages qui les opposaient aux despotes locaux. Deng misa sur la crédulité à l'égard de l'Etat. Il joua le père noble soucieux de recevoir les suppliques des rejetons. Il toléra l'enregistrement des doléances. Il promit de faire punir les auteurs des crimes commis lors de la Révolution culturelle et de dédommager les personnes qu'elle avait traumatisées. Mais il lança vite les sbires de la sécurité d'Etat sur certains gueux indignés par la comédie des plaintes à la Cité interdite.

Le Parti avait autorisé les Gardes rouges repentis à revenir d'exil. Ils ne furent cependant pas les courtisans qu'il escomptait. Ils ne reprochaient rien d'essentiel au programme de Deng mais ils doutaient de la sincérité du Parti à le mettre en œuvre. Pour eux, la réussite reposait sur la confiance, et pour la rétablir, le Parti devait restituer à chaque citoyen la propriété la plus sacrée : la liberté de faire les choix individuels dans tous les domaines de la vie sociale sans dépendre de l'arbitraire de la hiérarchie. L'usurpation du pouvoir

était leur obsession et ils voyaient en elle la cause de la malédiction sociale en Chine. Ils croyaient trouver dans la souveraineté du peuple le philtre nécessaire pour l'exorciser. Ils oubliaient qu'elle était déjà la source du pouvoir d'Etat. Le Parti avait pris, et gardait, le pouvoir avec la complicité, ou du moins la complaisance, de la masse du peuple. Mais pour les démocrates chinois, la souveraineté du peuple ne pouvait devenir effective qu'à la condition d'être auréolée du cérémonial de la liberté politique : l'élection et la révocabilité du chef de l'Etat, etc. Loin de nier l'Etat, ils préconisaient au contraire de le perfectionner pour atteindre l'idéal de la démocratie. Mais l'Etat libre est l'antithèse de la liberté. La liberté implique que les individus en finissent avec le joug de l'Etat, condition sans laquelle ils ne peuvent développer leurs facultés. La liberté politique signifie au contraire qu'ils doivent être émancipés des statuts qui entravent la réalisation de celui de citoyen, l'individu atomisé adapté au fonctionnement idéal du capital contemporain. Les démocrates chinois ne voulaient au fond rien de plus. La citoyenneté qu'ils appelaient de leurs vœux était le corollaire de l'accès au capital moderne, sans le passage obligé par les instances néotraditionnelles du Parti : comités d'entreprise, etc.

L'idéal ne correspondait pas aux nécessités de l'heure et Deng, en chef d'Etat pragmatique, le souligna : « La démocratie est l'objectif. Elle est pour le moment néfaste parce que le peuple n'a pas conscience de la priorité de la soumission aux lois de l'économie. » Le corps de l'Etat n'avait pas encore assez acquis les automatismes pavloviens pour que l'économie devienne l'impératif qui détermine l'ensemble du comportement social. La démocratie ne pouvait donc pas être le pouvoir d'Etat stable et respecté par l'ensemble des membres de la société. L'Etat devait maintenir, ou à peine modifier, les modes de coercition habituels pour pouvoir les guider et les éduquer dans le sens souhaité. Il décida par exemple d'assouplir le système des permis de résidence afin de l'adapter à la création du libre marché du travail hors des sociétés d'Etat et pour permettre aux déclassés de trouver des sources de revenus annexes dans des travaux temporaires ou des trafics licites et illicites tolérés : du colportage de la pacotille chinoise ou étrangère à la mini-spéculation sur les devises des touristes. Mais il n'alla pas plus loin par peur de favoriser la débandade générale et de ruiner l'autorité chancelante du pouvoir central.

Les Murs de la démocratie étaient donc vécus par le Parti comme la tragédie par excellence. Il faisait beaucoup d'honneur à la comédie. Mais il redoutait qu'elle soit le tremplin de la problématique révolte de la population en guenille déjà rassemblée à Tian'anmen. La guerre entre la Chine et le Vietnam permit de rétablir l'état de siège à Beijing et de briser les champions de la démocratie sans trop de peine.

Le pouvoir d'Etat ainsi rétabli, l'accumulation fut stimulée par l'appât du gain et l'investissement de capital étranger. Il est nécessaire de souligner que la modernisation,

très relative, du capital accentua de façon presque immédiate le saccage déjà bien avancé de la nature. Là, la Chine ne prit même pas l'ombre des mesures de protection formelle de l'environnement qui existent ailleurs. L'industrie et, à moindre échelle, l'agriculture entamaient la reconversion avec ce que cela implique comme emploi d'instruments et de substances destructeurs : motoculteurs, pesticides, phosphates, etc. Elles transformaient en cloaques les alentours des métropoles et empoisonnaient à grande échelle les fleuves, les plaines et les montagnes. Elles achevaient les sols déjà cultivés, attaquaient ceux encore vierges et aggravaient le déboisement et la désertification. En Chine, non seulement l'air, mais plus encore l'eau étaient devenus, par le biais de l'immense réseau d'irrigation, le principal vecteur de l'intoxication générale.

Très vite, derrière l'optimisme de commande sur la prospérité générale, apparut la véritable nature du boom : le pouvoir d'Etat, les familles et les protégés des clans du Parti en étaient les principaux bénéficiaires. De plus, le boom était en grande partie spéculatif. Phénomène qui tenait à l'état du marché mondial et aux habitudes de la bureaucratie d'Etat. Elle ne privilégiait pas tant l'investissement, sauf dans le commerce et la construction de luxe, que la dépense. A l'exception notable de la couche de managers qui commençait à apparaître dans les arcanes du pouvoir, l'argent n'était pas le moyen de faire de l'argent, d'accumuler, mais d'accroître le prestige, de ne pas « perdre la face ». Le corollaire du monnayage de la position dans l'appareil d'Etat était d'une part, la négligence envers les fonctions publiques et l'absorption dans les affaires privées et, d'autre part, la chasse éperdue aux postes qui permettaient de mettre la main sur de l'argent. Des chefs du Parti, gestionnaires des compagnies d'Etat et copropriétaires avec les étrangers des firmes plus ou moins fantomatiques, jusqu'aux chefs de canton proches du Parti, responsables de l'irrigation dans les hameaux et patrons dans l'agriculture, l'artisanat et le transport, tous couraient après les affaires juteuses. En particulier, avec la transformation des centres-villes selon les critères de l'urbanisme monumental de prestige, les maires et leurs acolytes n'hésitaient même plus, malgré l'interdiction officielle de Beijing, à spéculer sur la propriété foncière de l'Etat. L'une des principales conséquences de la curée, à côté de la croissance pléthorique de la bureaucratie dans les mégapoles, fut l'affaiblissement du pouvoir central au bénéfice des pouvoirs provinciaux, du moins ceux des régions côtières les plus liés au capital mondial, par le biais des zones spéciales. La vieille hiérarchie d'Etat était l'accoucheuse des nouvelles classes possédantes de la société dont les membres étaient encore marqués par la lourde hérédité.

La réduction progressive du monopole néotraditionnel de l'Etat, concomitante au développement de la concurrence, annonçait à terme la fin de la « marmite commune de riz ». Même les grosses entreprises toujours sous tutelle de l'Etat commençaient à adopter parfois les critères de gestion libérale, malgré l'opposition du personnel et l'inertie de la hiérarchie qui craignait d'y perdre des plumes. De plus, elle limitait la portée des manifestations habituelles de résistance, telles que l'absentéisme ou la rétention des biens et des récoltes. Pour le reste, de la protection néotraditionnelle, il ne restait guère plus que le racket, ou pour parler comme les Chinois, « le passage par la porte de derrière », à base

de cadeaux en argent ou en nature pour obtenir les faveurs des bureaucrates du Parti : octroi de logements, etc. La politique économique libérale, après avoir quelque peu amélioré l'ordinaire, l'aggravait en fin de compte dans les villes et, a fortiori, dans les campagnes. Là, la multitude des gueux était condamnée à vivoter et à être de plus en plus déclassée sous l'effet de la surpopulation et de la concurrence de la poignée de foyers aisés des zones suburbaines qui, à ce titre, étaient favorisés par l'Etat. Pas loin d'une centaine de million de fermiers misérables, ou ruinés, quittaient les campagnes lointaines pour tenter leur chance dans les villes, dont la périphérie commençait à être couverte de « villages fantômes », c'est-à-dire de bidonvilles, comme temporaires du bâtiment et de l'hôtellerie, taillables et corvéables à merci, et parfois comme « criminels », terme qui, en Chine recouvre aussi bien le banditisme social des révoltés que le trafic abject des gangs et des cliques d'accapareurs liés au Parti.

Bref, la sécurité dans la servitude cédait la place à l'insécurité dans la servitude. Des sacrifiés, en particulier des paysans spoliés, commencèrent à réagir de façon parfois violente, réactions qui allaient du sabotage de machines acquises à l'étranger à l'attaque, à l'incendie et au pillage de grosses fermes, de postes de police, de banques, de trains et d'entrepôts d'Etat, au meurtre de despotes haïs. L'aversion pour l'affairisme des fonctionnaires d'Etat était compréhensible mais ambiguë. Elle exprimait dans certains cas la prise de conscience encore embryonnaire de l'ampleur de la crise : le marché d'Etat qui devait contrôler les fortes tendances à la spéculation sur les marchés privés était devenu le marché spéculatif par excellence pour le bénéfice exclusif des mandarins du Parti. En particulier, la spéculation sur les échanges entre ville et campagne allait bon train : les responsables du Parti stockaient les engrais pour provoquer la hausse et, en retour, payaient à la baisse les livraisons de grains des paysans. Ils finirent par leur donner des reconnaissances de dette de l'Etat en lieu et place du paiement cash. D'où l'exacerbation des troubles agraires. Il n'en reste pas moins vrai que le sens général du slogan suranné « A bas la corruption » était déterminé par l'histoire de la Chine et les préjugés des Chinois à l'égard de l'Etat. Dans l'imaginaire populaire, le détenteur du pouvoir devait être en même temps le protecteur de la société, grâce au dévouement des serviteurs de l'Etat, sévères mais intègres, soucieux de mobiliser les sujets pour réaliser les tâches générales indispensables au fonctionnement de la structure sociale. L'illusion restait tenace, bien plus d'ailleurs dans les campagnes que dans les villes.

La corruption était donc vécue par les déçus comme la source essentielle de la catastrophe. Ici, la morale traditionaliste du peuple rejoignait en partie le cynisme moderniste de la prétendante à la gestion de l'Etat : intelligentsia Elle était désormais d'humeur contestataire et dénonçait aussi la corruption bien qu'elle plaçât sous la même appellation non contrôlée aussi bien les trafics du Parti que le banditisme social. Libérale, elle n'avait rien perdu de la morgue mandarinale : elle mettait toujours le noble travail de l'esprit spéculatif au-dessus du prosaïque travail de la population sans éducation et qu'elle continuait à croire pour cela incapable d'avoir des pensées critiques. Elle commençait de plus à acquérir l'avidité et la prétention du manager moderniste. Les études académiques avaient

renforcé le sens de la prédestination et aiguisé le goût du pouvoir des intellectuels les plus en vue. Ils jouaient les génies méconnus auxquels les instances suprêmes du Parti, par ignorance et esprit de lucre, refusaient le rôle de guides éclairés des obscures multitudes chinoises. Telle était l'odieuse mentalité de intelligentsia et elle déterminait l'essence de la rancœur contre le Parti. Il avait le monopole des postes et des sinécures qu'elle convoitait et il était désarmé face aux difficultés de la gestion à la mode libérale. Il attribuait aux intellectuels les besognes ternes et peu lucratives de spécialistes sans pouvoir effectif. Voilà pourquoi ils hurlaient contre le clientélisme et l'incurie du Parti et brandissaient le drapeau de la démocratie. Car la démocratie est l'Etat qui autorise n'importe quel membre de la société à accéder aux fonctions responsables à condition qu'il les mérite et les remplisse avec civisme. La compétence prend le dessus sur le statut politique ou l'origine sociale. Les citoyens sont les instruments interchangeables de l'Etat. Tel est du moins le principe de la démocratie qui séduisait les libéraux réduits à la portion congrue sous le talon du Parti.

Les libéraux cherchaient le prétexte idéal pour sortir du ghetto et mobiliser leurs supporters. La mort de Hu Yaobang tomba à pic. Ils décidèrent d'aller à Tian'anmen rendre le dernier hommage à l'œuvre du démagogue du Parti et d'appeler à la grève dans les universités pour demander à Deng la réhabilitation de Hu et le rétablissement de la Constitution initiale bafouée par le pouvoir d'Etat. Deng les laissa faire sans trop sourciller. Il ne les craignait pas.

Ils furent les premiers surpris par l'ampleur et la profondeur de la crise sociale. Les sages contestataires des campus furent vite débordés par les turbulents résidents des bas quartiers des villes et des villages des environs. Dès le début du printemps, l'ambiance était à l'émeute larvée dans les principales métropoles, à l'exception notable de Beijing. Bien que la majorité des manifestants fût encore débonnaire, la minorité laissa vite éclater la fureur à travers des actions de vandalisme et de violence dirigées contre les magasins, les résidences et les voitures du Parti. Le paroxysme fut atteint à Changsha puis à Xi'an. Les émeutiers dévastèrent les complexes de boutiques et d'hôtels de luxe, les postes de police, les immeubles du Parti et les gares, lieux d'entassement et de surveillance des déclassés et des sans-abri. Les fonctionnaires du Parti restaient chez eux. Les libéraux qui tentaient de protéger les locaux officiels, en particulier ceux des comités de voisins, en collaboration avec la sécurité d'Etat, étaient chassés et parfois battus par les émeutiers déchaînés.

Malgré le caractère sporadique et limité des émeutes, le pouvoir d'Etat n'en était pas moins confronté au danger réel de rébellion bien que les rebelles les plus lucides et les plus résolus fussent en nombre restreint et dispersés. Dans certaines capitales provinciales, comme Chengdu, leurs affiches étaient déjà assez claires. Elles dépassaient le cadre du blabla libéral à propos du népotisme et appelaient à la destruction de l'Etat. Il semble

même que certaines aient émané de cercles libertaires. Le Parti plaça les prétoriens en état d'alerte et ordonna à la police de faire la chasse sans merci aux auteurs des affiches subversives et des actions dangereuses pour la sûreté de l'Etat.

Le ton menaçant de Deng dans l'éditorial du « Quotidien du peuple » atterra les esprits débiles et échauffa ceux résolus à combattre. Les débrayages dans les sociétés d'Etat et les défilés monstres dans les métropoles commencèrent à paralyser les centres de l'économie et de l'Etat. Les parcs, les « corners », situés dans les hôtels et les jardins où les Chinois peuvent rencontrer les étrangers pour apprendre leurs langues, les gargotes et les maisons de thé qui avaient survécu à la Révolution culturelle restèrent ouverts même tard la nuit. Ils devinrent les endroits préférés de discussion et de rencontre, en particulier avec ceux des étrangers qui participaient à l'ébullition en cours.

Les libéraux terrorisés par l'extension de la crise lancèrent les grèves de la faim pour enrayer la débandade dans les universités et émouvoir le pouvoir d'Etat. Leur manifeste était édifiant : « Les délégués sont agenouillés pour plaider la cause sacrée de la démocratie mais le pouvoir les ignore. Nous ne souhaitons pas mourir. Nous voulons étudier dur. Mais nous n'avons pas le droit de sauver nos vies si nos morts peuvent rendre la patrie prospère. » La pose d'ascètes était le rôle favori des bêtes à examen. Elles étaient bien incapables de se révolter en leur propre nom et voulaient faire de leur soumission sur l'autel de la patrie la règle du comportement général. Elles étaient dangereuses car, pour les Chinois superstitieux, le sacrifice individuel à la cause collective a valeur de symbole et ne manque pas de les impressionner. L'idéal pour lequel elles combattaient en était anobli. Le choix de Tian'anmen comme lieu du jeûne n'était pas innocent. La place mythique, point de rencontre entre le Ciel et la Terre, était depuis longtemps le lieu privilégié des hommages et des suppliques des humbles sujets de la Cité interdite.

Mais, là aussi, les libéraux furent dépassés par l'investissement spontané de Tian'anmen. L'esplanade fut le centre favori des rencontres, des discussions et des fêtes des trublions qui résidaient dans la région de Beijing ou qui commençaient à affluer des métropoles régionales sans même payer le transport avec la complicité du personnel des chemins de fer. Le défi au pouvoir d'Etat était sans précédent dans les annales de la République.

Mais l'occupation révéla aussi la limite de l'indignation populaire. Elle considéra ce qui pouvait au mieux constituer le commencement du combat contre la société comme la phase terminale de la crise. La chose est impossible à expliquer en totalité par le rôle de frein des leaders du libéralisme, dont l'influence hors des portes des universités et de cercles du Parti était à peu près nulle. Encore moins par l'origine de classe privilégiée ou la composition de classe disparate des participants aux grèves, aux manifestations, aux émeutes et à l'occupation de la place mythique. Les universitaires et les corps privilégiés de l'Etat d'esprit libéral furent peu mobilisés. La plupart des déçus étaient issus des couches les plus défavorisées des villes et des campagnes : ouvriers, mais aussi paysans plus ou moins transformés en gueux.

La source principale du réformisme général est à chercher ailleurs. Les déçus étaient indignés par la corruption et voulait briser, parfois par la violence, les prohibitions sociales

et politiques qui les étouffaient, formalisées par le Parti comme lois, codes et règles de comportement général. De telles exigences étaient compréhensibles. Mais le despotisme néotraditionnel n'était pas seulement dû au poids de l'histoire chinoise, lointaine et récente. Il était lié au despotisme du marché, du marché mondial, qui le ravivait. Le marché, sur le mode néotraditionnel, dominait les centres urbains et il envahissait les zones rurales de plus en plus lointaines vers les régions périphériques du pays. Il était en train de devenir le maître de la société bien plus contraignant pour les simples citoyens que l'arbitraire de la hiérarchie du Parti. Les déçus étaient désarmés par leur dépendance croissance envers les marchandises et l'argent.

A Tian'anmen, seuls quelques rebelles voulaient aller plus loin, de façon d'ailleurs plus impulsive que réfléchie. Ils parlèrent d'instaurer la gratuité des approvisionnements à Beijing et tentèrent d'organiser de façon plus générale la réquisition et le partage des stocks des magasins d'Etat. Ils furent stigmatisés comme « voleurs des biens du peuple » par les libéraux et n'insistèrent pas face à la désapprobation populaire. De même, lorsque quelques natifs du village natal de Mao lancèrent de la peinture sur la face sacrée du dieu tutélaire de la Chine et crièrent « 5 000 ans de soumission à l'Etat, cela suffit ! », ils furent brutalisés et remis à la police par les libéraux, dans l'indifférence, voire l'indignation, générale, puis jugés en cour martiale comme ennemis de la civilisation millénaire de la Chine.

L'occupation désorienta quelque temps le pouvoir. Les leaders et les supporters de Tian'anmen à travers le pays en déduisirent que Deng le despote était isolé dans l'appareil d'Etat et dans le reste de la société. Leur image du peuple était imaginaire. Mais le crétinisme constitutionnel était alimenté par la dernière en date des histoires de fantômes chinois. Les autels des dieux tutélaires des foyers étaient les sièges de la conspiration en faveur de la déesse de la démocratie. Il ne restait plus qu'à en faire la révélation au peuple. La chute du despote était imminente et les modestes gourous du libéralisme se voyaient déjà dans les fauteuils du chef de l'Etat et des ministres. Ils réduisaient la crise à la dimension mesquine de la crise politique, exagéraient l'ampleur de celle-ci et commencèrent à rédiger les lois qui devaient sanctionner le proche dénouement et le triomphe de la Constitution.

Le réveil fut douloureux. Deng n'abdiqua pas, même à moitié gâteux. Il disposait d'appuis puissants non seulement à l'intérieur du Parti mais aussi à l'extérieur, à la ville comme à la campagne, et à l'étranger, du côté du Japon. En Chine même, il pouvait compter d'abord sur les militaires, ensuite sur les civils qui étaient déjà privilégiés ou qui espéraient le devenir, ou bien encore sur ceux qui craignaient que la crise précipite la ruine de l'économie domestique. Le tumulte dans les centres du pays nuisait tant à la stabilité qu'à la continuité des échanges commerciaux indispensables à la quiétude des affaires. Le comité central rassembla les prétoriens et la commission militaire centrale élabora le coup de force contre Beijing. Ils voulaient la briser mais ils visaient à travers elle les perturbateurs de l'ensemble de la Chine. Elle était le nombril de l'univers pour tous les gens superstitieux. Ils ne pouvaient pas attaquer de front l'ensemble des zones de désordre du pays. Mais le rétablissement de l'ordre au centre facilitait la reprise en main générale et aidait les éléments conservateurs des provinces à relever la tête.

La déclaration de guerre signée de Deng éclata comme la foudre. La loi martiale était décrétée dans la capitale. Les troupes convergeaient pour la faire respecter. Les leaders libéraux furent épouvantés. Ils voulurent arrêter les grèves de la faim. Ils avaient hâte de rentrer dans le rang et appelèrent les perturbateurs de Beijing et d'ailleurs à faire de même. Mais les plus résolus avaient pris goût à la timide liberté. Ils bloquèrent la périphérie pour interdire le centre-ville à l'armée et pour l'amener à rentrer dans les casernes. Les gares furent fermées et occupées par les grévistes. Les routes et les rails furent barrés par des obstacles posés par les résidents des communes des environs de Beijing. Les troupes furent stoppées et reçurent l'ordre de rester sur place sans tenter de forcer les barrages et les barricades. Les soldats du rang originaires de la province de Beijing étaient réticents à faire la sale besogne de police et l'état-major était prudent. Il ne souhaitait pas employer la violence de manière prématurée. Il croyait que la menace et la mythologie de la casquette à l'étoile rouge devaient suffire pour pacifier les turbulents mais crédules Chinois.

L'armée était très loin de la mutinerie. Mais les gestes d'humeur à l'égard de l'état-major et les vagues promesses à Tian'anmen laissèrent croire qu'elle était neutralisée. L'aveuglement sur la fonction de l'armée et le désir de l'amadouer grâce au sage comportement de citoyen modèle servaient les libéraux. Ils entendaient fournir au pouvoir les preuves du civisme de Beijing. Le joyeux débraillé des quartiers du centre-ville devait céder la place à la stricte morosité de tous les jours et Tian'anmen redevenir l'image de la sérénité légendaire de la Chine. Ils formèrent pour cela des groupes de vigilance au nom pompeux tiré de la phraséologie maoïste : « Oser braver la mort. » Les volontaires étaient fournis par les unions syndicales en formation dans les entreprises et les universités. Elles n'avaient de libre que le nom et elles étaient hiérarchisées et conseillées par le panel habituel de journalistes, juristes et autres beaux parleurs du libéralisme. Elles voulaient au mieux reprendre en main les tâches de gestion du quotidien négligées par les unions officielles et quémandaient la démocratisation de l'Etat. Les vigiles tentaient de rétablir l'ordre à Tian'anmen et dans les grandes avenues qui y conduisaient : démolition des barricades, surveillance des magasins d'Etat, réouverture des stations de transport, contrôle des permis de résidence et, bien entendu, arrestation des prétendus provocateurs tels ceux qui osèrent souiller la photo géante de Mao. Les suspects étaient retenus dans les bus, puis remis à la sécurité d'Etat.

Mais rien ne changea dans l'attitude du pouvoir d'Etat et des couches de la société qui étaient regroupées autour de lui. Les cités étaient les pôles du développement capitaliste et, là, l'idéal de la démocratie commençait à germer. Les citadins étaient bien plus détachés que le reste du peuple de la racine de l'antique despotisme : l'économie domestique. L'esprit de la démocratie n'avait ailleurs aucune existence. Les ruraux voyaient en lui deux idéogrammes vides de sens et alors ils avaient le mauvais goût de préférer l'autorité dans le calme au chaos. Les démocrates de la capitale eurent l'occasion de le vérifier lors de leurs tentatives de séduction, à base de cadeaux et d'affiches, effectuées dans les bivouacs à la périphérie de Beijing et dans les bourgades éloignées de la région. Lorsqu'ils tombaient sur

des révoltés, ils tentaient de les calmer et leur demandaient de ne pas choquer le peuple par des actes inconsidérés. Lorsqu'ils croisaient des conservateurs, ils rencontraient le mutisme, la perplexité, pire, l'hostilité et étaient chassés ou dénoncés à la police comme espions de l'étranger. Leur rhétorique tombait à l'eau. Les grotesques marches pour la démocratie entreprises à partir des capitales provinciales connurent le même fiasco.

Beijing laissait les libéraux tenter de rétablir l'ordre à Tian'anmen, mais ils ne contrôlaient rien en dehors du périmètre de la place et des universités. Ils ne possédaient pas la force de le faire car la capitale n'était pas désarçonnée par la seule présence de l'armée et ne voulait pas céder sans combattre le peu de liberté acquise. Elle n'en était pas moins coincée par le manque quasi général de perspectives de subversion, en particulier dans les zones provinciales secouées par la crise. L'une de leurs plus grandes faiblesses fut d'attendre que l'initiative vienne de Tian'anmen. Or, dans la capitale, l'assurance des libéraux fondait à vue d'œil. Ils répondirent à l'appel des provinces par la comédie de la construction de la déesse de la démocratie, idée grotesque qui ne pouvait germer que dans la tête d'intellectuels chinois. Tien'anmen possédait désormais face à la photo du dieu la plastique de la déesse !

L'état-major décida alors de trancher dans le vif par crainte de voir la situation lui échapper. Il éloigna les troupes originaires de Beijing et les remplaça par celles, plus sûres, des frontières. La ville fut réveillée par les convois militaires qui convergeaient vers le centre. Les résidents des bas quartiers les entourèrent pour tenter en vain de les persuader de rebrousser chemin et les plus excités commencèrent à monter les barricades dans les avenues, à malmener les tankistes et à prendre les armes sur les véhicules. L'état-major ne pouvait pas tolérer le défi et il ordonna aux troupes de déblayer les rues et de prendre coûte que coûte Tian'anmen. Les rétifs tentèrent bien de résister avec des armes de fortune et parfois avec des armes de guerre volées. Ils ne pouvaient pas gagner ou même tenir le pavé contre les corps de choc mobiles qui tiraient dans le tas sans hésiter. Les chars pénétrèrent vite sur la place pour écraser le dernier carré d'insurgés. Les leaders du libéralisme eurent l'impudence de pleurnicher car les troupiers les traitaient comme de vulgaires « chiens enragés » alors qu'ils avaient fait le maximum pour empêcher les lynchages de soldats et l'emploi des armes contre eux. Mais les prétoriens n'avaient pas acquis la correction et le style feutré des causeries sur la démocratie dans les salons des universités et des hôtels de luxe. Ils ne faisaient pas dans la dentelle et ils étaient là pour rappeler par le fer et par le sang le sens du devoir civique aux mémoires les plus défaillantes.

La chute de la déesse entraîna celle des adorateurs de la démocratie dans le reste de la Chine. Ceux qui ne rentrèrent pas au bercail se firent les échos des lamentables appels des libéraux de Tian'anmen : organiser des marches silencieuses à la mémoire du massacre et dresser des barrages symboliques pour faire peur au pouvoir d'Etat. Mais l'indignation en province fut suffisante pour que des manifestations, des grèves, des blocages de voies et de nœuds de communication, y compris celui constitué par le grand pont sur le Yangzi à Nanjing, des occupations d'officines du Parti perturbent les principales capitales provinciales et au premier chef Chengdu, dans le Sichuan. Là, le centre d'affaires avec les hôtels

de luxe et les postes de police fut pillé, puis incendié, et les officiels du Parti et de la sécurité d'Etat furent blessés, certains tués. La répression fut féroce à Chengdu.

Mais les actes de vengeance ne débouchèrent sur rien. Les irréductibles croyaient que la Chine allait connaître le sort funeste de Beijing. Or le pouvoir d'Etat ne visait pas à acculer les foyers d'agitation au désespoir et, sans doute, à l'insurrection. Il employa l'intimidation et, bien plus, le désarroi général. Les pouvoirs locaux prirent de la distance à l'égard du pouvoir central, moitié par démagogie, moitié pour étendre leur marge de manœuvre face à lui. Ils lâchèrent la police sur les rebelles, mais ils promirent aux masses indécises et apeurées de ne pas mander l'armée sauf en cas de menace grave comme à Chengdu. Ils distribuèrent à l'avance les primes et les cadeaux de fête aux ouvriers à condition qu'ils ne descendent pas dans la rue. Ils payèrent cash aux paysans les livraisons obligatoires et annulèrent le paiement en bons du trésor. Les libéraux des provinces jugèrent le compromis acceptable et reprirent le chemin de la niche universitaire. Ils avaient trop attendu de Tian'anmen pour ne pas tirer le bilan habituel de leur échec : dénoncer l'incompréhension et le manque de maturité de la populace et vaquer à leurs affaires, en particulier leurs affaires financières, dans l'attente de l'hypothétique revanche. Ils engagèrent les lycéens et les ouvriers encore en grève à faire de même. Ils le firent.

Ce fut le pouvoir d'Etat qui contraignit la fraction résolue de la population déshéritée à la tentative désespérée d'insurrection. Le désir de détruire la société et l'Etat exista plus comme spectre dans les cauchemars des gestionnaires de la Cité interdite que comme réalité, comme activité des simples déçus de la transition du « bol de riz en fer » au « bol de riz en porcelaine » même lorsqu'ils commencèrent à agir de façon violente. Mais le pouvoir d'Etat craignait la problématique maturation de la crise et ne voulait pas en prendre le risque. D'ailleurs, aucun Etat, même le plus conforme à l'idéal de la démocratie, ne prend de tels risques. L'Etat chinois, lui, n'avait pas trop le choix des moyens. D'où l'utilisation de la terreur sans phrase. Le mouvement général resta certes limité aussi bien dans le contenu que dans les formes malgré le courage de nombre de participants. « Le sang appelle le sang » et ils préférèrent parfois mourir debout que survivre à plat ventre à la différence des veules démocrates. Mais les révoltés les plus lucides et les plus fermes ne furent jamais que des poignées isolées et perdues dans la masse des désillusionnés ou des indifférents. ❦

André Dréan

Pour toute correspondance
nuee93@free.fr

中国

Prix en librairie : 3 euros